

Source	<i>Le Monde</i>
Date	6 octobre 2007
Signé par	-

Selon un cliché bien établi, les Français seraient méfiants et peu civiques. *Le World Values Survey*, une des plus vastes enquêtes internationales d'opinion, indique que seuls 21 % des Français déclarent faire confiance aux autres. Cette proportion atteint plus de 60 % dans les pays scandinaves. Sur les 26 pays les plus riches de la planète, la France se trouve en 24^e position, devant le Portugal et la Turquie. Les Français se méfient, plus que les autres, de la justice, du Parlement, des syndicats, de la concurrence et du marché. L'incivisme résulte de cette méfiance : 39 % des Français déclarent qu'il n'est jamais justifié de demander indûment des aides publiques contre 87 % des Danois et plus de 70 % des Britanniques.

Pourtant, défiance et incivisme ne sont pas des atavismes culturels. De nouvelles données sur l'évolution historique des attitudes sociales montrent que les Français étaient plus enclins à la confiance mutuelle avant la seconde guerre mondiale. On peut voir un effet de l'Occupation sur ce changement. Mais le modèle social instauré après la Libération est aussi en cause.

La volonté originelle de concevoir un système universaliste, dans lequel tout le monde bénéficie des droits sociaux, a achoppé sur les revendications corporatistes qui ont fait perdurer des régimes de sécurité sociale spécifiques : cadres, fonctionnaires, artisans et commerçants, professions libérales, sans parler des multiples régimes spéciaux des grandes entreprises publiques ou de professions particulières (parlementaires, mineurs, clercs de notaire, marins, militaires, etc.).

Sortir du cercle vicieux.

Cela a installé un système opaque et inéquitable. Bien que les dépenses sociales soient très élevées en France, elles sont mal réparties. Les inégalités attisent les jalousies et les dérogations multiples érodent la cohésion sociale. Pendant les « trente glorieuses », la croissance a masqué ces défauts, mais ils sont vite devenus criants.

Parce que notre syndicalisme s'est affaibli, avec des centrales arc-boutées sur leurs privilèges liés à la gestion paritaire, l'État est venu pallier le manque de dialogue social. Mais cet interventionnisme a encore affaibli les syndicats et la concertation. En créant de nombreuses barrières réglementaires à la concurrence pour protéger tel secteur ou telle profession, il a contribué à renforcer l'opacité du fonctionnement de l'économie. Bref, le corporatisme, doublé d'un État très dirigiste, constitue un cocktail particulièrement nocif, à l'origine d'un véritable cercle vicieux.

Ce système opaque, très complexe et inégalitaire, incite chacun à tirer la couverture à soi. Repliés sur eux-mêmes, les Français portent un regard particulièrement critique sur la société dans laquelle ils vivent : plus de la moitié pense que nul ne peut atteindre le sommet sans être corrompu, tandis que ce chiffre est de 13 % en Norvège et de 22 % aux États-Unis. Cette attitude a des conséquences néfastes : selon plusieurs études, la défiance et l'incivisme freinent significativement la croissance.

Comment sortir de ce cercle vicieux ? Les pays scandinaves, en optant pour un modèle universaliste, qui offre les mêmes droits sociaux à tous et qui limite les barrières réglementaires à la concurrence, semblent avoir trouvé la clef pour raffermir le sentiment de communauté d'intérêt. Quant aux pays anglo-saxons, ils ont emprunté une voie libérale, où la faible intervention de l'État dans tous les domaines a favorisé l'accroissement des inégalités. La confiance mutuelle en a pâti, mais dans une moindre mesure qu'en France, où le modèle social œuvre directement à segmenter la société et à saper la confiance mutuelle.

Rétablir cette confiance nécessite un changement de cap pour corriger la dérive corporatiste et dirigiste du modèle social français. Les réformes doivent donc favoriser la limitation des situations particulières et dérogatoires, promouvoir le dialogue social et instituer une véritable mutualisation des risques liés au fonctionnement d'une économie moderne.

Ces impératifs tracent la voie des chantiers prioritaires : harmoniser les régimes de sécurité sociale, en matière de retraite mais aussi de santé ; réformer en profondeur la représentativité syndicale, afin que les syndicats soient présents dans les entreprises et gèrent de véritables missions de service public dans les instances paritaires plutôt que des intérêts corporatistes ; accentuer l'indépendance des instances de régulation de la concurrence ; créer une agence publique qui coordonne l'assurance chômage, l'accompagnement des demandeurs d'emploi et la formation professionnelle, afin d'assurer une sécurisation des parcours professionnels. Tout cela doit permettre aux Français d'envisager l'avenir avec confiance.